



Conseil d'administration

349^e session, Genève, 30 octobre-9 novembre 2023

Section institutionnelle

INS

Date: 5 octobre 2023

Original: anglais

Quinzième question à l'ordre du jour

Faits nouveaux survenus dans l'application de la Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail

► Introduction

1. À sa 344^e session (mars 2022), le Conseil d'administration a adopté une Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)¹. Dans cette résolution, il a prié le Bureau de fournir toute l'assistance possible aux mandants tripartites en Ukraine. En outre, il a décidé de suspendre provisoirement toute activité de coopération ou d'assistance technique du BIT en faveur de la Fédération de Russie, sauf pour les besoins de l'aide humanitaire, et de suspendre les invitations conviant la Fédération de Russie à participer à toutes les réunions à caractère discrétionnaire, telles que les réunions techniques et les réunions d'experts, ainsi qu'aux conférences et aux séminaires dont la composition est fixée par le Conseil d'administration, tout en sauvegardant les activités de coopération ou d'assistance technique du BIT en faveur

¹ GB.344/Résolution.

de tous les autres pays relevant de la compétence de l'Équipe d'appui technique au travail décent et Bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (ETD/BP-Moscou).

2. À sa 348^e session (juin 2023), après avoir examiné le dernier rapport établi à son intention concernant l'évolution de la situation au regard de la résolution, le Conseil d'administration a prié le Directeur général de continuer de répondre aux besoins des mandants en Ukraine, de faire en sorte que le Bureau élargisse ses efforts de mobilisation de ressources en faveur de ce pays et continue d'intensifier ses efforts de mobilisation en faveur des autres pays touchés dans toute l'Europe orientale et l'Asie centrale, et de continuer de suivre les répercussions que l'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine avait sur le monde du travail ². Comme suite à la demande du Conseil d'administration, le rapport ci-après rend compte de l'évolution de la situation à cet égard ³.

► Évolution générale

3. L'agression militaire russe se poursuit depuis plus de vingt mois et continue de faire des ravages aussi bien dans les territoires ukrainiens occupés par la Fédération de Russie que dans le reste du pays, les frappes aériennes incessantes causant des pertes humaines et des dommages considérables. Si le nombre de réfugiés revenus en Ukraine a augmenté, celui des personnes déplacées reste considérable. On compte en effet 6,2 millions de réfugiés d'Ukraine répartis dans toute l'Europe et quelque 5,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays ⁴. Au-delà de son coût humanitaire, l'agression contre l'Ukraine a de graves répercussions sur l'économie et le marché du travail. Les dernières projections du BIT concernant les effets de la guerre sur l'emploi en Ukraine sont similaires aux précédentes, la croissance économique étant demeurée très faible ⁵. L'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail des pays d'accueil continue de s'améliorer ⁶. La décision par laquelle le Conseil européen a prolongé jusqu'au 4 mars 2024 l'applicabilité de la Directive relative à la protection temporaire constitue une mesure encourageante en ce qu'elle contribuera à garantir l'accès des personnes qui ont fui l'Ukraine à l'emploi et aux services sociaux essentiels. Il ressort des informations compilées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans plusieurs pays d'accueil que l'offre de services centrés sur l'emploi, notamment de programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences, a été élargie et que les réfugiés bénéficient de services de conseil et d'un appui pour accéder à des possibilités d'emploi dans ces pays ⁷.
4. Parallèlement, l'évolution de la situation économique de la sous-région de l'Europe orientale et de l'Asie centrale a été plus favorable que prévu, ce qui a apaisé les craintes de répercussions socio-économiques en cascade. En 2022, les pays du Caucase et d'Asie centrale ont enregistré

² GB.348/PV, paragr. 99.

³ Les données figurant dans le présent rapport reflètent la situation au 18 septembre 2023. Si nécessaire, le Bureau rendra compte oralement au Conseil d'administration des événements survenus après cette date.

⁴ Voir Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), «Operational data portal – Ukraine refugee situation», et Organisation internationale pour les migrations (OIM), «Global Data Institute Displacement Tracking Matrix», pages consultées le 24 août 2023.

⁵ Voir GB.348/INS/5/2, paragr. 11. Le Bureau a récemment confirmé les projections exposées dans ce document en se fondant sur de nouvelles sources de données administratives.

⁶ HCR, *Lives on Hold: Intentions and Perspectives of Refugees and IDPs from Ukraine #4*, 6 juillet 2023.

⁷ HCR, *Ukraine Situation: Regional Refugee Response Plan – 2023 Mid-Year Report*, 18 août 2023.

un taux de croissance de 4,8 pour cent, soit un taux supérieur à celui qui était envisagé, alors que les prévisions économiques étaient catastrophiques au début de l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie. De plus, les projections pour 2024 paraissent encourageantes: la croissance devrait ralentir et tomber à 4,2 pour cent d'ici la fin de 2023, mais se ressaisir légèrement pour atteindre 4,5 pour cent en 2024⁸. Ainsi, en 2022, la croissance de l'emploi dans la région a été supérieure à la moyenne sur plusieurs années.

5. L'évolution favorable de l'économie et du marché du travail de la sous-région s'explique en partie par le fait que des pays bénéficient de l'accroissement soudain du commerce de transit qui a suivi l'adoption de mesures visant à contourner les sanctions économiques imposées à la Fédération de Russie⁹. En outre, la guerre a provoqué un afflux de travailleurs qualifiés, d'entreprises et de capitaux de la Fédération de Russie vers la sous-région, ce qui a dynamisé la consommation et les services¹⁰. Par exemple, en 2022, les exportations de l'Arménie et du Kirghizistan vers la Fédération de Russie ont plus que doublé par rapport à l'année précédente¹¹. De plus, la demande de travailleurs migrants originaires des États voisins est forte en Fédération de Russie, qui fait face à une pénurie de main-d'œuvre due en particulier aux départs massifs de travailleurs russes. La remontée relativement forte du rouble russe, qui s'était effondré au début de la guerre, a été déterminante pour le maintien du pouvoir d'achat des envois de fonds vers les pays d'origine des travailleurs migrants en 2022 et pendant les premiers mois de 2023, mais les fluctuations récentes des taux de change pourraient être un signe avant-coureur d'une détérioration de la situation.

► Conséquences pour l'emploi, les moyens de subsistance et les entreprises

6. Faute de données suffisantes, les effets de l'agression contre l'Ukraine sur le monde du travail ne peuvent être évalués que de façon imprécise et très incertaine. Les estimations du BIT continuent toutefois de montrer que les pertes d'emplois en Ukraine sont catastrophiques.
7. Selon les estimations figurant dans la dixième édition de l'Observatoire de l'OIT sur le monde du travail, l'emploi en Ukraine a accusé en 2022 un recul de 15,5 pour cent, ce qui représente 2,4 millions d'emplois en moins¹². Ces estimations ont été confirmées récemment par l'analyse des sources de données administratives et n'ont pas évolué, la situation macroéconomique n'ayant pas radicalement changé. À la demande du gouvernement de l'Ukraine, le Bureau a établi des projections de l'emploi fondées sur les prévisions du ministère de l'Économie concernant le produit intérieur brut (PIB). Les projections indiquent qu'un grave déficit

⁸ Fonds monétaire international, *Regional economic outlook – Middle East and Central Asia: Safeguarding Macroeconomic Stability amid Continued Uncertainty*, 2023.

⁹ Base de données Comtrade de l'ONU.

¹⁰ Banque européenne pour la reconstruction et le développement, «*Regional Economic Prospects in the EBRD Regions – Getting by: High inflation weighs on purchasing power of households*», mai 2023.

¹¹ D'après la base de données Comtrade de l'ONU, la part des exportations de l'Arménie vers la Fédération de Russie, en proportion du PIB, a considérablement augmenté, passant de 5,7 pour cent en 2021 à 13,4 pour cent en 2022. Une évolution similaire a été observée au Kirghizistan, dont les exportations vers la Fédération de Russie sont passées de 4,6 pour cent en 2021 à 9,9 pour cent en 2022.

¹² OIT, «*Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition. Des crises multiples menacent la reprise du marché du travail*», 31 octobre 2022. L'intervalle de prévision, dont le niveau de fiabilité est de 95 pour cent, correspond à un recul de l'emploi allant de 8,2 à 22,7 pour cent.

d'emplois entravera la réalisation de l'ambitieux objectif de croissance que l'Ukraine s'est fixé pour 2032, ce qui signifie que des efforts considérables devront être faits pour faciliter la réintégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés rentrés en Ukraine, et que des actions plus ciblées devront être menées pour accroître la participation des femmes au marché du travail. Il est toutefois peu probable que l'on assiste à un redressement soutenu et à une forte croissance de l'emploi, à moins que la situation sur le plan de la sécurité ne s'améliore sensiblement. Un arrêt des hostilités serait très probablement associé à de formidables taux de reprise économique, à condition que le pays dispose de suffisamment de main-d'œuvre. Il importe donc de jeter les bases du marché du travail dès maintenant ¹³.

8. Les répercussions de la guerre sur les entreprises demeurent difficiles à évaluer. Selon les informations émanant du ministère de l'Économie, en septembre 2023, environ 840 entreprises avaient déménagé dans des régions plus sûres du pays et, parmi elles, environ 670 avaient repris leur activité. Malgré une baisse bienvenue de l'inflation globale, à 8,6 pour cent, et la décision prise en conséquence par la Banque nationale d'Ukraine d'abaisser les principaux taux directeurs à 20 pour cent ¹⁴, la pression des coûts sur les entreprises reste considérable, en particulier en raison du prix élevé de l'électricité et du pétrole. Les enquêtes de conjoncture menées par la Banque centrale ne font apparaître aucune amélioration sensible des prévisions des entreprises. Les difficultés logistiques, le prix élevé des matières premières, les risques importants pour la sécurité, la destruction des infrastructures et la lenteur de la reprise du marché du travail sont les principaux facteurs limitant l'activité économique. Les seules entreprises qui comptent recruter davantage de personnel sont les entreprises commerciales; les entreprises du secteur de l'industrie et de celui des services envisagent quant à elles de réduire encore leurs effectifs ¹⁵.
9. Le 17 juillet 2023, la Fédération de Russie a mis fin à l'Initiative céréalière de la mer Noire, projet important qui visait à écarter le risque de famine dans les pays du Sud et qui a permis d'assurer plus de la moitié des exportations ukrainiennes de céréales (plus de 30 millions de tonnes) depuis son lancement en juillet 2022 ¹⁶. Elle l'a fait au motif que le mémorandum d'accord parallèle qu'elle avait signé avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour promouvoir l'accès des produits alimentaires et des engrais russes aux marchés mondiaux n'était pas suffisamment mis en œuvre ¹⁷. Selon les informations communiquées par le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour l'Initiative céréalière de la mer Noire, les exportations depuis les ports de l'Ukraine sur la mer Noire ont cessé, et aucun navire de charge n'est arrivé depuis qu'il a été mis fin à l'initiative. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré que cette décision était particulièrement problématique étant donné que les récoltes avaient commencé en Ukraine et qu'il fallait garantir aux agriculteurs ukrainiens un revenu adéquat et leur fournir des aides pour qu'ils puissent préparer les prochaines semences de l'automne ¹⁸. L'indice mondial des prix des denrées alimentaires de la FAO a de nouveau baissé en août 2023, et les contrats à terme sur

¹³ Pour de plus amples précisions sur les estimations de l'OIT, voir [GB.347/INS/16](#), paragr. 7.

¹⁴ Banque nationale d'Ukraine, «[Speech by NBU Governor Andriy Pyshnyy at Press Briefing on Monetary policy Decisions](#)», 14 septembre 2023.

¹⁵ Banque nationale d'Ukraine, «[Monthly Business Outlook Survey](#)», août 2023.

¹⁶ ONU, «[Black Sea Initiative exports top 30 million tonnes from Ukraine, as talks continue over renewal](#)», 11 mai 2023.

¹⁷ ONU, «[Memorandum of Understanding between the Russian Federation and the Secretariat of the United Nations on promoting Russian food products and fertilizers to the world markets](#)», juillet 2023.

¹⁸ FAO, «[FAO brief on the interruption of the Black Sea Grain Initiative and its potential implications on global food markets and food security](#)», 31 juillet 2023.

le blé ont atteint leur niveau le plus bas depuis trois ans en dépit des incertitudes qui pèsent sur la mer Noire. Selon la FAO, la fin de l'initiative ne menace pas à court terme la disponibilité mondiale de produits alimentaires. Néanmoins, l'accès à des denrées alimentaires d'un coût abordable continue d'être un motif de préoccupation, et l'on ne saurait sous-estimer les répercussions négatives que la fin de l'initiative pourrait avoir sur la résilience des systèmes agroalimentaires, elle-même déjà affaiblie par de multiples crises, dont la pandémie de COVID-19, le ralentissement de l'économie, les phénomènes climatiques extrêmes et les conflits. Des efforts sont déployés par l'ONU et la Türkiye pour relancer l'initiative afin d'assurer la stabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires des pays du Sud touchés.

10. Certains navires qui étaient bloqués dans les ports ukrainiens depuis le début de la guerre sont parvenus à quitter le pays en empruntant une nouvelle voie maritime établie unilatéralement par l'Ukraine. La Fédération de Russie a toutefois fait savoir que tout navire se dirigeant vers l'Ukraine pouvait être soupçonné de transporter des armes et s'exposait aux risques associés à la guerre. Pour le moment, aucun incident majeur ne s'est produit, mais il est à noter que cette situation met indûment en danger la vie des gens de mer concernés.
11. La destruction du barrage de Kakhovka, le 6 juin 2023, est la plus grande catastrophe causée par la guerre à ce jour. D'après des estimations de la productivité sectorielle de l'Ukraine réalisées par le BIT, les pertes d'emploi (annualisées) provoquées par cette catastrophe pourraient se chiffrer à au moins 26 000 emplois (21 000 dans l'agriculture et 5 000 dans l'industrie et le commerce) dans les secteurs économiques les plus durement atteints. Les pénuries d'eau pour l'irrigation dans les zones qui n'ont pas été directement touchées par l'inondation constituent un motif de vive préoccupation, car les retombées sur l'emploi dans l'agriculture pourraient être beaucoup plus graves à moyen terme. Le BIT a participé, après la catastrophe, à l'évaluation des besoins effectuée conjointement par le gouvernement de l'Ukraine, la Banque mondiale et l'ONU.

► Conséquences pour les mandats de l'OIT, la mise en œuvre du programme par pays de promotion du travail décent et la coopération pour le développement en Ukraine

Gouvernement

12. La situation des principaux interlocuteurs de l'OIT au sein du gouvernement de l'Ukraine – soit le ministère de l'Économie et le ministère de la Politique sociale – n'a pas changé. Ces interlocuteurs sont toujours pleinement opérationnels et s'emploient à poser des jalons pour permettre un relèvement et une reconstruction rapides du pays. À cet égard, ils ont réaffirmé que le soutien de la communauté internationale à l'Ukraine doit aller de pair avec une aide sur les plans humanitaire, budgétaire et du développement, et non pas s'effectuer par étapes en repoussant l'aide au développement pour l'ambitieux programme de réforme (y compris l'adhésion à l'Union européenne (UE)) à un stade ultérieur.
13. À la suite d'une visite d'étude effectuée au siège de l'OIT par une délégation tripartite ukrainienne en avril 2023, la délégation ukrainienne à la Conférence internationale du Travail a participé à une nouvelle série de discussions techniques avec divers spécialistes du BIT, au cours desquelles les priorités pour les mois à venir ont été passées en revue. L'une des priorités est d'établir des projections en matière d'emploi ventilées par secteur économique pour les dix prochaines années, sur la base de différents scénarios de relèvement du pays. Les projections

sont un élément indispensable à l'élaboration d'une stratégie démographique de qualité qui réponde aux préoccupations croissantes des mandants ukrainiens et de la communauté internationale face à la pénurie de main-d'œuvre qui entrave la reprise économique. Le BIT a fourni rapidement un soutien technique et financier pour la réalisation des projections, et un premier projet de document a été soumis au gouvernement ukrainien pour observations.

14. La deuxième grande priorité consiste à établir des projections actuarielles pour le pilier «solidarité» du régime d'assurance sociale retraite. Le BIT a apporté un financement initial pour recueillir des données et élaborer le scénario de référence aux fins de l'application de son modèle actuariel. La phase suivante, qui débutera en 2024, consistera à produire des projections, à renforcer la capacité actuarielle du gouvernement et à définir les possibilités d'action concernant la réforme des retraites. Dans le cadre de ce processus, le Bureau travaille en liaison avec la Banque mondiale, qui réalise des microsimulations des conséquences pour les segments vulnérables de la population, afin de garantir la cohérence, au sein du système multilatéral, des conseils dispensés au gouvernement.
15. La troisième priorité concerne l'insertion professionnelle des groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les anciens combattants et les personnes en situation de handicap. Grâce au financement de plusieurs partenaires de développement, le BIT apporte déjà un soutien dans ce domaine. Depuis le début de la guerre, le Service public de l'emploi est intervenu auprès de 1,2 million de personnes et a aidé 390 000 demandeurs d'emploi à retrouver un travail. Les services offerts doivent toutefois être développés, sachant que le Service public de l'emploi doit s'occuper de quelque 2,8 millions de chômeurs, dont la moitié fait partie d'un groupe vulnérable. Étant donné la difficulté particulière que pose l'insertion sur le marché du travail des personnes en situation de handicap, le spécialiste principal du handicap du BIT s'est rendu à Kyïv au début du mois de juillet 2023 pour discuter avec les ministères concernés et d'autres parties prenantes des mesures à prendre afin de développer l'emploi de ces personnes, y compris celles dont le handicap résulte de la guerre. Le soutien au Service public de l'emploi afin qu'il soit mieux à même de favoriser l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, au même titre que les autres demandeurs d'emploi, est considéré comme un domaine devant être renforcé. En outre, les employeurs ukrainiens doivent être accompagnés pour favoriser davantage l'intégration des personnes en situation de handicap et mieux tenir compte de leurs besoins. Le Bureau étudie actuellement avec des partenaires de développement la possibilité d'élaborer un programme d'aide plus large.
16. Les activités menées par l'OIT en Ukraine restent conformes à son plan structuré en six points visant à soutenir le pays et portant sur les aspects humanitaires, le relèvement rapide et le développement ¹⁹ Ce plan comporte les volets suivants: poursuivre l'aide humanitaire dans les domaines où l'OIT peut apporter une valeur ajoutée; aider les réfugiés et les personnes déplacées à accéder aux marchés du travail et à l'éducation; favoriser une série de mesures de soutien du revenu; mettre en place des mesures de stabilisation économique dans les régions relativement sûres du pays; soutenir le développement en collaborant avec le gouvernement sur ses réformes prioritaires; et apporter une aide financière aux syndicats et aux organisations d'employeurs.
17. L'Ukraine a accompli des progrès considérables dans les travaux préparatoires à la ratification d'autres conventions de l'OIT. En juillet 2023, le Parlement ukrainien a ratifié la convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990. Le Bureau a fourni une assistance technique à chaque étape de

¹⁹ OIT, «ILO's response to the crisis in Ukraine», février 2023.

la ratification. En outre, le pays œuvre à la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, telle qu'amendée. Cet instrument revêt une importance particulière pour l'Ukraine, car le pays pourvoit un grand nombre de gens de mer.

Syndicats et organisations d'employeurs

18. Bien que toujours opérationnels, les syndicats et les organisations d'employeurs sont durement touchés par la guerre. Comme indiqué dans les précédents rapports soumis au Conseil d'administration, la réduction des cotisations syndicales et ses effets négatifs sur leur situation financière restent une préoccupation majeure des partenaires sociaux, qui ne reçoivent aucune aide financière en dehors de quelques dons provenant d'organisations apparentées. Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour aider les partenaires sociaux à poursuivre leurs activités et à continuer d'adapter les services qu'ils offrent aux membres.
19. Les trois organisations d'employeurs et associations professionnelles nationales indiquent que, dans plusieurs secteurs, des entreprises membres ont continué de développer progressivement leurs activités depuis le dernier rapport même si environ un tiers d'entre elles n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'activité d'avant-guerre. Les capacités d'exportation de l'Ukraine restent limitées en raison de la destruction des installations de production, du blocage des voies de transport et du minage des terres agricoles. Les conséquences sont particulièrement lourdes pour les plus grandes entreprises agricoles et métallurgiques, qui génèrent une part non négligeable du PIB ukrainien et se concentrent dans les zones de combat situées à l'est du pays.
20. Au deuxième trimestre de 2023, le BIT a continué de prêter son concours à ces organisations d'employeurs et associations professionnelles qui s'efforcent d'accroître les services destinés à leurs membres. Ainsi, la Fédération des employeurs d'Ukraine a mis en place un nouveau service d'assistance à l'intention des membres qui souhaitent accéder au marché de l'UE. Les premiers résultats sont prometteurs. En outre, plus d'une soixantaine d'entreprises ont participé à des foires commerciales internationales, qui ont donné lieu à la signature de nouveaux contrats commerciaux d'un montant estimé à 3,5 millions de dollars É.-U. (dollars É.U.) entre décembre 2022 et juillet 2023, permettant ainsi aux entreprises de conserver environ 1 500 emplois.
21. L'Association des organisations d'employeurs d'Ukraine a dispensé une formation complémentaire sur la continuité des activités et la résilience à 50 entreprises bénéficiaires. Cette formation est venue s'ajouter à celle offerte à 1 200 entreprises depuis le lancement de son service de formation et de conseil en décembre 2022 et a porté sur des sujets tels que les règlements commerciaux de l'UE. L'association prévoit de mettre en place un service d'appui aux petites et moyennes entreprises qui entament une transition vers les énergies renouvelables.
22. La Confédération des employeurs d'Ukraine achève la dernière phase de conception d'une plateforme de connaissances «Entreprises et handicap», y compris l'élaboration de principes directeurs destinés aux entreprises en matière d'emploi des personnes en situation de handicap, et d'une campagne de sensibilisation.
23. Les deux plus grandes fédérations de syndicats du pays – la Fédération des syndicats d'Ukraine et la Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine – continuent de venir en aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment en leur offrant un hébergement et en leur distribuant des vivres. L'OIT contribue à ces efforts. Les syndicats peinent à exercer leurs fonctions, car de nombreux bureaux syndicaux ont été détruits à la suite d'attaques aériennes. En raison des répercussions négatives de la guerre, notamment l'arrêt des activités des

entreprises et les licenciements économiques, le montant des cotisations syndicales a chuté. Certains dirigeants syndicaux ont été licenciés ou ont pris des congés sans solde.

24. Les travailleurs vivant dans les territoires occupés par les forces russes dénoncent toujours des violations de leurs droits au travail. Des syndicats signalent que des travailleurs sont contraints de signer des contrats prévoyant l'allongement de la durée du travail et le non-paiement des heures supplémentaires. Sont également signalés des cas d'affiliation forcée à des syndicats russes, lesquels continuent d'implanter des bureaux dans les territoires occupés. Le risque d'accidents et de blessures est accru en raison des conditions de travail insalubres et dangereuses, auxquelles s'ajoute le déni du droit de présenter des réclamations. Selon les informations reçues, les travailleurs courent toujours le risque d'être sévèrement punis, voire emprisonnés, s'ils participent à des activités syndicales, étant donné que la législation russe limite la liberté d'organiser des réunions et des manifestations publiques.
25. La situation dans la centrale nucléaire de Zaporijia demeure catastrophique, et les combats se poursuivent à proximité. Les syndicats ukrainiens font toujours état de conditions de travail dangereuses. Les systèmes d'intervention d'urgence et de gestion de la sécurité et de la santé ne fonctionnent pas efficacement. Les travailleurs disent qu'ils continuent de travailler sans équipement de protection individuelle. L'approvisionnement en électricité étant instable, les travailleurs – dont certains, d'après les syndicats, sont retenus par la force à la centrale, sont exposés à un risque accru d'irradiation et à un éventuel accident nucléaire. Les derniers travailleurs ukrainiens de la centrale qui ont tenté de quitter la ville de Zaporijia ont été arrêtés aux postes de contrôle et se sont vu refuser le droit de quitter le territoire occupé. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a récemment exprimé une nouvelle fois ses inquiétudes quant au bien-être mental des travailleurs du secteur nucléaire, des explosions ayant été signalées dans les villes où vivent ces derniers, à proximité des centrales nucléaires de Zaporijia et de Tchernobyl²⁰. En outre, les experts de l'AIEA ont constaté la présence de mines antipersonnel directionnelles aux abords du site de la centrale nucléaire de Zaporijia, ce qui est contraire aux normes de sûreté de l'AIEA et à ses orientations en matière de sécurité nucléaire, et soumet le personnel de la centrale une pression psychologique supplémentaire²¹.
26. À la demande du Conseil d'administration, le Bureau a entrepris de surveiller les violations des droits des travailleurs dans d'autres secteurs, notamment ceux de l'électricité, des chemins de fer et de l'éducation. Les syndicats rapportent que les forces russes ont obligé les cheminots ukrainiens à poursuivre leur travail, compte tenu de l'importance stratégique du transport ferroviaire pour l'acheminement des troupes russes, des munitions et d'autres fournitures vers le front. La conduite des trains dans les zones de conflit et la manipulation de munitions sont extrêmement dangereuses et exposent les travailleurs à des risques sanitaires et sécuritaires potentiellement mortels. D'autres informations font état de menaces fréquentes de torture, de viol et de mort à l'encontre des cheminots et de leurs familles, ainsi que d'enlèvements, d'actes de violence, de mauvais traitements et de torture infligés à certains d'entre eux pour avoir refusé de coopérer. Les cheminots ukrainiens ont en outre été forcés de s'affilier à des syndicats russes.
27. Les syndicats d'enseignants et l'Internationale de l'éducation signalent que des enseignants ukrainiens ont été contraints de suivre des programmes d'enseignement prorusses et de se livrer à une propagande prorusse. Celles et ceux qui ont dans un premier temps refusé de coopérer ont finalement été contraints de le faire sous peine d'être emprisonnés, torturés ou

²⁰ AIEA, «IAEA Director General Statement on Situation in Ukraine (Update 180)», 22 août 2023.

²¹ AIEA, «IAEA Director General Statement on Situation in Ukraine (Update 175)», 24 juillet 2023.

tués. Les enseignants qui continuent de suivre le programme ukrainien en secret ou à transmettre des livres ukrainiens aux parents et aux enfants le font au péril de leur vie. Certains enseignants auraient été tués, et d'autres déportés vers la Fédération de Russie. Les forces russes obligent par ailleurs les enseignants ukrainiens à adhérer à des syndicats russes.

28. Le Bureau a continué de tenir des réunions régulières avec l'Organisation maritime internationale ainsi qu'avec des représentants du gouvernement de l'Ukraine, du Syndicat des travailleurs du transport maritime d'Ukraine, de la Fédération internationale des ouvriers du transport, de la Chambre internationale de la marine marchande et de plusieurs organisations de protection du bien-être des gens de mer au sujet des répercussions sur ceux-ci de l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Il est très préoccupant de constater que la Fédération de Russie a déclaré que la Fédération internationale des ouvriers du transport est une organisation indésirable et que toute personne collaborant avec celle-ci s'expose au risque de se voir infliger une amende ou une peine d'emprisonnement en application de la législation russe, d'où des interrogations quant à la liberté syndicale. Par ailleurs, des cas de blessures parmi les travailleurs portuaires dans le bassin du Danube ont été confirmés, ce qui suscite des inquiétudes quant à la sécurité des travailleurs dans les infrastructures de transport civiles ²².
29. Le Syndicat des travailleurs du transport maritime d'Ukraine a fait part à l'OIT de ses préoccupations concernant la baisse des effectifs des gens de mer ukrainiens dans le secteur maritime mondial en raison de la guerre. L'Ukraine, qui figure depuis toujours parmi les cinq plus grands pourvoyeurs de main-d'œuvre du secteur maritime, risque de perdre peu à peu cette place. Le syndicat a fait appel à l'OIT en vue d'une coopération pour le développement afin de moderniser le système d'enseignement dans la formation maritime, car certaines de ses installations de formation ont été détruites par la guerre. L'OIT et le syndicat ont élaboré une note de synthèse et tentent actuellement de trouver un soutien financier auprès des partenaires de développement. Récemment, le bureau syndical d'Izmail a été partiellement détruit lors d'une attaque russe contre les installations portuaires et les entrepôts de céréales.
30. Compte tenu des informations émanant des syndicats sur les violations des droits fondamentaux au travail de leurs membres dans les territoires occupés de l'Ukraine, l'OIT a resserré sa collaboration avec le HCR au sujet des droits des travailleurs en Ukraine. La situation des travailleurs ukrainiens dans les territoires occupés a fait l'objet d'un atelier organisé à Kyïv en juillet 2023, atelier auquel ont participé des représentants des syndicats ukrainiens, de l'OIT, d'IndustriAll et de la Fondation Friedrich Ebert. Les syndicats ont pu s'informer sur les mécanismes de signalement des violations des droits des travailleurs mis à disposition par la mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU en Ukraine. La mission présentera des informations sur les violations individuelles des principes et droits fondamentaux au travail dans ses prochaines publications. Les syndicats ont aussi pu mieux comprendre la procédure de dépôt de plaintes ou de réclamations concernant de telles violations auprès des organes de contrôle de l'OIT.

Coopération pour le développement

31. Le Bureau s'appuie sur les efforts précédemment déployés pour accroître la mobilisation de ressources en faveur des activités menées en Ukraine ²³. En juin 2023, le gouvernement de la

²² Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), «[Statement by the Humanitarian Coordinator for Ukraine, Denise Brown, on the latest attack hitting Ukraine's Danube Port](#)», 3 septembre 2023.

²³ Pour plus de plus amples détails, voir GB.347/INS/16 et GB.348/INS/5/2.

Belgique a approuvé un projet d'une durée de deux ans visant à prévenir l'exploitation au travail et la traite des êtres humains, à promouvoir le développement des entreprises et à accompagner les partenaires sociaux pour leur permettre d'améliorer les services offerts à leurs membres en Ukraine. Au début de l'année, l'OIT a alloué des fonds du compte supplémentaire du budget ordinaire à un projet de deux ans visant à accroître le taux d'activité des femmes en Ukraine en développant les services de garde d'enfants. La Suisse envisage de soutenir des partenariats en faveur de l'emploi au niveau local à titre de mesure de stabilisation économique dans certaines régions de l'Ukraine où des interventions de relèvement rapide peuvent déjà être lancées.

- 32.** En outre, l'OIT a intensifié sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Ainsi, en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Bureau a mené une étude sur l'emploi des personnes déplacées à l'intérieur du pays et les problèmes inhérents au marché du travail, a organisé un atelier sur les moyens de se préparer au marché du travail de l'après-guerre et élabore actuellement des approches de programmation conjointes en matière de migrations de main-d'œuvre²⁴. La collaboration avec le HCR s'est poursuivie en vue de renforcer les moyens de subsistance des personnes déplacées à l'intérieur du pays, de fournir des solutions de garde d'enfants pour permettre aux femmes de rejoindre le marché du travail et de promouvoir un lieu de travail exempt de violence et de harcèlement et où personne n'est stigmatisé. Des discussions sont en cours avec le Programme des Nations Unies pour le développement sur la question de l'aide aux programmes actifs du marché du travail. De nombreux échanges sont menés avec l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur l'égalité de rémunération, en particulier dans le cadre de la stratégie nationale pour l'égalité des genres²⁵. Des échanges de connaissances ont eu lieu avec la FAO sur la gestion rationnelle des produits chimiques et sur les conséquences de la destruction du barrage de Kakhovka pour le marché du travail dans le secteur de l'agriculture. Cette collaboration permet de coordonner l'aide des Nations Unies à l'Ukraine et devrait aboutir à une programmation et à une mobilisation des ressources conjointes.
- 33.** L'OIT a aussi proposé un appui à la Facilité pour l'Ukraine de l'UE, un instrument dédié au redressement, à la reconstruction et à la modernisation de l'Ukraine²⁶. L'un des piliers de cette facilité consiste à soutenir le Plan pour l'Ukraine, que le gouvernement ukrainien prévoit de présenter d'ici la fin du mois d'octobre 2023. À cette fin, le gouvernement s'est engagé à créer des groupes de travail qui reflètent les 35 chapitres de l'acquis de l'UE d'ici septembre 2023. Le Bureau participera au groupe sur la politique sociale et l'emploi.
- 34.** Les 21 et 22 juin 2023, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine ont accueilli conjointement la dernière conférence sur le relèvement de l'Ukraine à Londres, à laquelle ont participé de hauts responsables du BIT. Le Directeur général a prononcé une déclaration par vidéo à l'occasion d'une séance à laquelle ont participé des représentants d'organisations internationales et d'institutions financières internationales et qui visait à assurer la cohérence et la convergence des interventions au sein du système multilatéral. Il a souligné le rôle crucial du travail décent et de la justice sociale pour favoriser un relèvement rapide du pays et insisté sur la nécessité de fournir une aide au développement parallèlement

²⁴ OIT, «ILO, IOM help pave road for post-war labour market in Ukraine», 20 juillet 2023.

²⁵ OIT, «Despite the war Ukraine keeps up the reform process: addressing the gender pay gap is high on agenda», 12 juin 2023.

²⁶ Commission européenne, «Redressement et reconstruction de l'Ukraine».

à l'aide humanitaire et à l'appui financier. Les résultats de la conférence donnent à penser que les donateurs s'orientent vers la fourniture d'une aide au développement.

35. Depuis sa participation à la Conférence sur le relèvement de l'Ukraine, le Bureau assure un suivi avec les mandants ukrainiens, les partenaires de développement et les mécanismes de coordination des donateurs afin que l'OIT puisse apporter le meilleur soutien possible à la stratégie de relèvement de ce pays. Cette stratégie est l'occasion de favoriser une croissance riche en emplois et de souligner le rôle des normes internationales du travail pour garantir un traitement juste et équitable des travailleurs et des employeurs. Compte tenu des accords récemment signés, le portefeuille de projets de coopération pour le développement de l'OIT en Ukraine tend à une stabilisation à son niveau d'avant-guerre (13 millions de dollars É.-U.). Plusieurs donateurs qui collaborent avec l'OIT en Ukraine n'ont pas encore décidé de lancer des projets concernant le relèvement et la reconstruction parallèlement à l'aide humanitaire, financière et humanitaire qui est fournie.

Situation du personnel du BIT en Ukraine

36. Le BIT emploie actuellement 10 personnes en Ukraine (contre 14 avant le déclenchement de la guerre) et doit pourvoir 4 autres postes vacants liés à des projets de coopération pour le développement. À la suite d'une évaluation du Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU et de l'adoption d'un plan détaillé au début de l'année 2023, le retour échelonné du personnel dans les nouveaux locaux du bureau partagé avec le HCR à Kyïv a été mené à bien. La vie quotidienne du personnel du BIT reste stressante en raison des frappes aériennes russes qui se poursuivent sur Kyïv et d'autres villes d'Ukraine. Les fonctionnaires internationaux ont droit à des congés de détente réguliers en dehors de l'Ukraine, et le Bureau a pris des mesures supplémentaires pour atténuer le stress des fonctionnaires recrutés sur le plan national. Le Bureau continue de faire primer son devoir de protection sur toute autre considération.
37. En vue des prochaines étapes, le Bureau étudie de près sur sa capacité opérationnelle, la priorité étant d'accroître sa présence en Ukraine. Le processus de sélection pour le poste de directeur du bureau de Kyïv et les négociations avec le gouvernement ukrainien sur la signature d'un accord avec le pays hôte sont en bonne voie. La directrice du Bureau régional de l'OIT pour l'Europe et l'Asie centrale s'entretiendra directement avec les mandants, les représentants d'autres organisations du système des Nations Unies et des donateurs lors d'une visite en Ukraine prévue au début du mois d'octobre 2023, avec pour objectif de définir plus précisément les futurs domaines d'action et de jeter les bases d'une mise en œuvre efficace.

► Conséquences pour les mandants de l'OIT, la mise en œuvre des programmes par pays de promotion du travail décent et les activités de coopération pour le développement dans les autres pays touchés de la région

38. En plus de fournir un appui aux mandants en Ukraine, le BIT œuvre aussi à l'amélioration de la situation en République de Moldova, laquelle, en raison de sa proximité géographique et de ses liens économiques étroits avec l'Ukraine et avec la Fédération de Russie, subit de plein fouet les répercussions de la guerre. En dépit des contraintes économiques auxquelles elle-même doit faire face, la République de Moldova vient en aide à de nombreux réfugiés

ukrainiens. Par rapport à la taille de sa population, elle accueille plus d'Ukrainiens que tous les autres pays voisins.

39. Le BIT continue d'apporter un soutien technique aux mandants moldaves afin d'améliorer les perspectives de travail décent tant pour les communautés d'accueil que pour les réfugiés. Au cours des premiers mois de la guerre, la Confédération nationale des syndicats de la République de Moldova a mis les locaux dont elle est propriétaire à la disposition des réfugiés ukrainiens et a offert plus de 20 000 nuits d'hébergement. Les syndicats moldaves continuent d'apporter un appui à leurs homologues ukrainiens et de fournir des locaux pour accueillir les séances de formation organisées par le BIT. Le Bureau travaille également en partenariat avec les services d'inspection du travail moldaves et ukrainiens pour protéger les réfugiés et les communautés d'accueil contre la traite des êtres humains et l'exploitation par le travail.
40. Par ailleurs, le BIT a aidé la République de Moldova à faire progresser la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes visant à améliorer le niveau de vie des citoyens et à soutenir l'adhésion du pays à l'UE. À l'issue de consultations avec le BIT et les partenaires sociaux, le gouvernement a adopté un nouveau programme de promotion de l'emploi tenant compte des considérations de genre, qui s'appliquera jusqu'en 2026. Ce programme prévoit notamment l'élargissement des partenariats pour l'emploi local, qui visent en particulier à favoriser la participation des femmes et des jeunes au marché du travail. Ces cinq dernières années, il a permis à 2 400 jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (dont 1 385 femmes) d'entrer dans la vie active. Le BIT a par ailleurs apporté des contributions techniques aux discussions nationales sur la réforme du salaire minimum ²⁷.
41. Depuis le début de l'année, la Suisse appuie les activités menées par le BIT dans le cadre d'un projet biennal visant à promouvoir la création d'emplois en République de Moldova ²⁸. La Suède apporte au Bureau un soutien financier en vue de réduire l'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes grâce à des approches innovantes en matière de garde d'enfants. L'UE et l'OIT ont entamé des négociations au sujet d'un projet de coopération technique visant à faire progresser la réforme des principales institutions du marché du travail, notamment de l'Inspection du travail et de l'Agence nationale pour l'emploi. L'Autriche, le Liechtenstein et l'OIT sont par ailleurs en train de finaliser un accord relatif à un projet de développement des compétences pour un avenir respectueux de l'environnement en République de Moldova.
42. Afin d'appuyer les syndicats de la région, le Bureau des activités pour les travailleurs et le Centre international de formation de l'OIT organiseront, en octobre 2023, une formation consacrée au travail décent, à la paix et à la résilience. L'objectif est d'apprendre à des représentants syndicaux originaires de Hongrie, de Pologne, de République de Moldova, de Roumanie, de Slovaquie et d'Ukraine à contribuer à la bonne application de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, qui vise essentiellement à créer des perspectives d'emploi et à promouvoir le travail décent dans des situations de crise provoquées par un conflit ou par une catastrophe.
43. L'ETD/BP-Moscou continue de fournir des services de coopération et d'assistance techniques à tous les pays de la sous-région – à l'exception de la Fédération de Russie et du Bélarus ²⁹ –, en procédant aux ajustements nécessaires pour en assurer l'efficacité. La Géorgie, qui relevait de l'ETD/BP-Moscou, relève depuis le 1^{er} juillet 2023 de l'Équipe d'appui technique au travail

²⁷ OIT, *An empirical assessment of the minimum wage for evidence-based social dialogue in the Republic of Moldova*, 2023.

²⁸ OIT, «ILO and SECO launch collaboration to accelerate employment creation in Moldova», février 2023.

²⁹ Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

décent et Bureau de pays de l'OIT pour l'Europe centrale et orientale, à Budapest (ETD/BP-Budapest); un premier atelier a été organisé en septembre pour permettre aux mandants de se familiariser avec le processus d'élaboration d'un programme par pays de promotion du travail décent pour la Géorgie. Le Bureau a continué d'apporter un appui aux mandants en Asie centrale et dans le Caucase du Sud dans les domaines techniques cités dans les précédents rapports au Conseil d'administration, tant dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'Équipe d'appui technique au travail décent à Moscou que dans celui de la mise en œuvre de projets de coopération pour le développement³⁰. Le Bureau régional de l'OIT pour l'Europe et l'Asie centrale suit l'évolution de la situation et reste en contact avec les mandants et les donateurs afin de pouvoir faire face à l'émergence de nouveaux besoins et de nouvelles possibilités. Des progrès encourageants sont aussi à noter en ce qui concerne la mobilisation de ressources au profit des pays de la sous-région, une enveloppe de quelque 4,5 millions de dollars É.-U. ayant été annoncée pour le financement de nouveaux projets potentiels. Cet élargissement du portefeuille tient aussi à la diversification des donateurs, des financements ayant notamment été apportés par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'entreprise multinationale de prêt-à-porter Inditex et le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées, en plus des bailleurs habituels. Des discussions avec les donateurs sont en cours, et plusieurs propositions de projet sont à l'examen ou ont été présélectionnées en vue d'un éventuel financement.

Situation du personnel du BIT en Fédération de Russie

44. L'ETD/BP-Moscou reste pleinement opérationnel. Sur le plan de la sécurité, la situation est suivie de près, en coopération avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU, et la dernière évaluation de la sécurité à Moscou réalisée par le département a confirmé que le bureau pouvait demeurer en activité. Le BIT continue d'offrir aux fonctionnaires de l'ETD/BP-Moscou, à titre temporaire et en application du devoir de protection qui lui incombe, des modalités de travail plus souples, notamment la possibilité de travailler depuis les locaux de l'OIT à Budapest. Quatre membres du personnel recruté sur le plan international ont choisi cette option. À l'issue d'une analyse coûts/bénéfices, le Bureau a estimé qu'il était préférable de conserver les locaux dont l'Organisation dispose actuellement à Moscou.

► Domaines appelant des mesures complémentaires

45. Au vu de l'évolution de la situation en Ukraine et de la stabilisation des flux de réfugiés dans les pays voisins, le Bureau s'attache à revoir son offre de services pour tenir compte des besoins les plus pressants des mandants. Il entend renforcer ses capacités d'exécution afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement de l'Ukraine et à une meilleure intégration des réfugiés et des communautés d'accueil sur le marché du travail des autres pays touchés, conformément aux besoins prioritaires des mandants ukrainiens et aux décisions adoptées à la Conférence sur le relèvement de l'Ukraine qui s'est tenue à Londres.
46. En Ukraine, la diversité des domaines d'intervention contribue à constituer une base de données factuelles qui sera propice à la mise en place d'initiatives plus ciblées sur le plan des politiques et du renforcement des capacités. Ces données et leur analyse sont ce sur quoi se

³⁰ Pour plus de précisions, voir GB.347/INS/16 et GB.348/INS/5/2.

fondera l'élaboration des futurs programmes d'assistance technique. Dans un climat de profonde incertitude, il est particulièrement important de faire les choses dans cet ordre. Les interventions menées en Ukraine reposent sur le principe de l'apprentissage par l'action et doivent pouvoir être adaptées en fonction de l'évolution des circonstances. Pour conserver une certaine souplesse, le Bureau s'est efforcé d'améliorer la coordination interne et sensibilise les mandants ukrainiens et les partenaires de développement à la nécessité d'assurer la cohérence des politiques menées.

47. Pour pouvoir faire face à l'augmentation du nombre de demandes d'assistance qui lui sont adressées en raison de la guerre, le Bureau a besoin de plus de ressources financières. Il continue de s'employer à lever des fonds en faveur d'un relèvement et d'une reconstruction de l'Ukraine qui soient riches en emplois et respectueux des principes du travail décent. À cette fin, il mobilise activement la communauté des donateurs. Plusieurs discussions bilatérales sont en cours, et le Bureau continue de participer à tous les forums internationaux pertinents. Il entretient parallèlement des contacts étroits et constants avec les mandants ukrainiens pour faire en sorte que l'appui apporté réponde à leurs demandes et à leurs besoins les plus urgents. Il procède d'une manière analogue avec les autres pays touchés d'Europe et d'Asie centrale.

► **Projet de décision**

48. **Au vu de l'évolution de la situation en Ukraine, telle que décrite dans le document GB.349/INS/15, et de la Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail (OIT), adoptée par le Conseil d'administration à sa 344^e session (mars 2022), et tenant compte des débats tenus à sa 349^e session et des orientations formulées à cette occasion, le Conseil d'administration:**
- a) prend note des informations figurant dans le document;**
 - b) se dit une nouvelle fois très vivement préoccupé par l'agression que continue de mener la Fédération de Russie contre l'Ukraine, aidée en cela par le gouvernement du Bélarus, et par les conséquences de cette agression pour les mandants tripartites en Ukraine, qu'il s'agisse des travailleurs, des employeurs ou du gouvernement démocratiquement élu, ainsi que pour le monde du travail au-delà de l'Ukraine;**
 - c) exhorte de nouveau la Fédération de Russie à cesser son agression immédiatement et sans condition et à retirer ses troupes d'Ukraine;**
 - d) exhorte de nouveau la Fédération de Russie à respecter toutes les obligations qui découlent de sa ratification des conventions de l'OIT, notamment la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), particulièrement en ce qui concerne le rapatriement des gens de mer et l'accès aux soins médicaux, la convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960, particulièrement en ce qui concerne l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants pendant leur travail, et la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et le protocole de 2014 y relatif;**
 - e) exprime à nouveau son soutien indéfectible aux mandants tripartites en Ukraine, prie le Directeur général de continuer de répondre aux besoins des mandants en Ukraine et d'élargir les efforts de mobilisation de ressources du Bureau, y compris dans le cadre des prochaines conférences internationales des donateurs pour le relèvement**

et la reconstruction, et accueille favorablement les nouvelles informations concernant l'ouverture d'un bureau de pays de l'OIT pour l'Ukraine à Kyïv;

- f)* demande au Directeur général de poursuivre ses efforts en vue d'accroître la mobilisation de ressources en faveur des autres pays touchés en Europe orientale et en Asie centrale;
- g)* demande au Directeur général de continuer de suivre les répercussions que l'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine a sur le monde du travail et de lui rendre compte, à sa 350^e session (mars 2024), de l'évolution de la situation à la lumière de la résolution, y compris en ce qui concerne la poursuite de la coopération de l'OIT avec les entités des Nations Unies chargées de surveiller les violations des droits de l'homme et la situation des travailleurs des secteurs maritime et nucléaire.